



Audrey Azoulay : « Face au Covid-19, il a fallu inventer une éducation sans écoles »

En contexte de confinement, la fracture numérique a amplifié la fracture éducative, explique la directrice générale de l'Unesco dans un entretien au « Monde ». L'organisation a lancé, le 26 mars, une Coalition mondiale pour l'éducation. Audrey Azoulay, directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) depuis novembre 2017, veut tirer les leçons de la crise sanitaire.

Le confinement a été imposé un temps à plus de la moitié de la population mondiale. Comment la fracture numérique s'est-elle aggravée ?

Le Covid-19 a exacerbé les inégalités, et cela vaut aussi et surtout pour l'éducation, où la fracture numérique a amplifié la fracture éducative. Nous avons dû affronter une situation sans précédent, avec la fermeture des établissements dans plus de 190 pays, affectant 1,5 milliard d'élèves. Il a fallu inventer une éducation sans écoles. Pour assurer la continuité éducative, les gouvernements ont mobilisé le numérique dans plus de 75 % des cas.

Mais alors que nos données montrent que 47 % des élèves n'ont pas d'accès Internet à domicile, cette situation crée deux catégories : ceux qui y ont accès et ceux qui en sont privés. Or, les publics pour lesquels l'accès au numérique est complexe étaient déjà les plus fragiles : je pense aux apprenants d'Afrique subsaharienne, dont 82 % n'ont pas accès à Internet, aux communautés autochtones, aux femmes qui, selon ONU Femmes, ont 20 % de chances de moins que les hommes de posséder un smartphone ou une connexion Internet.

Vous avez lancé le 26 mars une Coalition mondiale pour l'éducation : quels sont son action et ses moyens ?

Nous avons vite réagi, en réunissant les ministres et décideurs de l'éducation de plus de 73 pays, afin de lancer cette Coalition mondiale rassemblant plus de 100 partenaires. Elle est inédite dans son genre. On y retrouve des acteurs « classiques » comme d'autres organisations internationales, mais aussi des entreprises de télécommunications comme Ericsson, Vodafone ou Telefónica, et des groupes de médias.

Cet attelage, en quelque sorte hybride, permet d'agir plus efficacement : au Burkina Faso, en Guinée ou au Mali, nos partenaires télécoms proposent des forfaits data gratuits pour accéder à des plates-formes d'apprentissage accréditées. Et surtout, face à la fracture numérique, nous proposons des solutions alternatives comme, par exemple, former 1 000 enseignants au Cameroun pour qu'ils dispensent des cours par la radio ou la télévision, cours que nous déployons ensuite grâce à nos grands médias partenaires.

Comment remédier au fait que la moitié des élèves dans le monde n'ont pas d'ordinateur à la maison ?

Sur le nombre total d'apprenants, 53 % (soit 826 millions d'entre eux) n'ont pas accès à un ordinateur à domicile. En Afrique subsaharienne, ils sont 89 % dans ce cas. Il ne suffit pas d'avoir accès au numérique : il faut aussi le maîtriser. Et là encore, de fortes inégalités perdurent, notamment de genre, car les filles et les femmes ont aujourd'hui quatre fois moins de chances que les hommes de s'approprier les compétences digitales de base.

C'est pourquoi nous avons agi dans deux directions avec la Coalition mondiale. D'une part, en formant les enseignants et les apprenants à l'utilisation du numérique, tout en proposant des solutions de connectivité plus accessibles. D'autre part, nous avons mobilisé des alternatives radiophoniques ou hertziennes, en nous appuyant sur les médias communautaires avec qui les populations entretiennent un lien de proximité et de confiance. Mais le numérique peut être un atout, pas un va-tout.

Charles de Laubier